

Mise à jour économique:

LA SANTÉ ET LES AÎNÉS, DES PRIORITÉS NÉGLIGÉES PAR LE GOUVERNEMENT TRUDEAU!

OTTAWA, le 1^{er} décembre 2020 – Le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a fait écho aux propos du chef du Bloc Québécois, M. Yves-François Blanchet, pour dénoncer une mise à jour économique fédérale qui abandonne le réseau de la santé du Québec en pleine deuxième vague de COVID-19, ainsi que nos aînés, qui sont sans aucun doute les personnes les plus durement affectées, à plusieurs niveaux, par cette pandémie et les mesures de confinement, et à qui nous devons cette prospérité ayant permis au gouvernement libéral de se montrer si généreux envers tout le monde, sauf eux.

«Alors qu'on frôle les 1 500 nouveaux cas quotidiens de COVID-19 au Québec, c'est impardonnable que la mise à jour économique ne dégage pas d'espace pour une hausse substantielle et durable des transferts en santé. Rien non plus pour les aînés. Le Bloc Québécois reviendra à la charge pour dénoncer l'abandon de nos travailleurs et travailleuses de première ligne et de nos plus vulnérables», a déclaré M. Blanchet.

Il faudra manifestement attendre pour une hausse des transferts en santé...

Intervenant à la Chambre des communes dans le cadre du débat entourant une motion présentée par le Bloc Québécois, le 1^{er} décembre dernier, Stéphane Bergeron a eu l'occasion d'attirer l'attention de ses collègues des différents partis sur le caractère bienveillant du libellé de cette motion soulignant notamment le travail exceptionnel des professionnels de la santé, qui mettent à risque leur propre santé pour prendre soin de la population, mais réclamant aussi du gouvernement qu'il augmente de façon significative et durable les transferts en santé avant la fin de 2020, et ce, afin de soutenir les efforts du gouvernement du Québec et des provinces, ainsi que ceux de nos formidables «anges gardiens».

«Force est de constater que nous sommes encore très loin du compte. Le ministre des Affaires intergouvernementales a annoncé, après la mise à jour économique, qu'il rencontrerait les premiers ministres du Québec et des provinces, le 10 décembre prochain, en compagnie de Justin Trudeau. Ce dernier s'est assuré de se présenter à cette rencontre les mains vides, puisque la ministre des Finances a déjà annoncé de quelle façon l'argent que nous n'avons pas serait dépensé et il n'y a pas une cenne de prévue pour augmenter les transferts aux provinces... Ce que le gouvernement propose pour répondre aux besoins et attentes du Québec et des provinces... est d'établir des normes nationales pour les soins de longue durée prodigués aux aînés, c'est-à-dire de s'immiscer dans leurs compétences!», de déclarer M. Bergeron.

«Sur quoi Ottawa s'appuie-t-il pour justifier une telle intrusion, alors qu'il n'a pas la moindre expertise en la matière? Sur le fait qu'il aura fallu faire intervenir l'armée dans nos CHSLD pour reprendre le contrôle de la situation. Or, les Québécoises et Québécois paient pour cette armée et peuvent donc légitimement s'attendre à ce que celle-ci intervienne pour leur venir en aide au besoin, comme elle le fait ponctuellement à l'étranger. Qui plus est, l'armée a elle-même reconnu que des normes existent déjà, mais que le problème relève plutôt du manque de bras sur place. En d'autres termes, elle reconnaît que ce qui manque, ce sont les moyens d'embaucher du personnel spécialisé. Bref, le désengagement financier du fédéral pèse lourd dans la capacité du Québec et des provinces d'assurer la prestation de services, lorsque le système de santé est poussé à ses limites, d'autant que, dans le cas des soins de longue durée, Ottawa n'investit pas un sou! Et voilà qu'il propose des nouvelles normes au lieu de rétablir sa contribution aux soins à un niveau qui permette au système de s'acquitter de sa mission, même en situation de crise», a poursuivi le député de Montarville.

Il faudra manifestement attendre pour des mesures de soutien aux aînés...

Le Bloc Québécois avait également demandé une bonification permanente de 110 \$ par mois de la pension de vieillesse pour soutenir les aînés durement éprouvés par la crise sanitaire et déplore qu'ils aient été complètement ignorés dans la mise à jour économique. «Les prestations supplémentaires reçues constituaient certes un pas dans la bonne direction mais celles-ci doivent non seulement être bonifiées mais récurrentes. Les belles paroles ne suffisent pas!», de réitérer M. Bergeron.

Il faudra manifestement attendre pour un plan de relance digne de ce nom...

«Il faudra être patient pour un plan de relance de notre économie... Pour l'heure, il se s'agit que d'un plan de relance du parti libéral à même les deniers publics, puisque le gouvernement continue de multiplier les dépenses, sans que cela n'ait la moindre incidence pour lutter contre la pandémie elle-même... Il faut circonscrire la maladie, ce qui requiert des ressources; il faut assurer le mieux-être de nos aînés, ce qui requiert des mesures de soutien; il faut relancer notre économie, ce qui requiert une vision et des propositions pour l'incarner, autant de choses qu'on ne retrouvait pas dans la mise à jour économique», de conclure Stéphane Bergeron.

- 30 -

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)